

**Assemblée générale**

Distr. générale
22 août 2007
Français
Original : anglais

Soixante-deuxième session

Point 65 de l'ordre du jour provisoire*

Promotion de la femme**Stade atteint dans l'application de la Convention
sur l'élimination de toutes les formes de discrimination
à l'égard des femmes****Rapport du Secrétaire général*****Résumé*

Le présent rapport est soumis conformément à la résolution 60/230 de l'Assemblée générale, en date du 23 décembre 2005, relative à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, dans laquelle l'Assemblée a prié le Secrétaire général de lui présenter, à sa soixante-deuxième session, un rapport sur le stade atteint dans l'application de la Convention et de sa résolution. Il couvre la période comprise entre le 1^{er} août 2005 et le 15 août 2007.

* A/62/150.

** Le présent rapport a été déposé avec retard dans le souci d'y faire figurer les derniers éléments d'information recueillis à l'issue de la trente-neuvième session du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes.



Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Stade atteint dans l'application de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes	1–6	3
II. Stade atteint dans la ratification du Protocole facultatif se rapportant à la Convention.	7–8	4
III. Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes	9–49	4
A. Capacité du Comité de s'acquitter de son mandat	9–16	4
B. Méthodes de travail du Comité	17–36	7
C. Méthodes de travail applicables en ce qui concerne le Protocole facultatif . .	37–44	11
D. Demande d'allongement de la durée des réunions du Comité	45–49	13
IV. Efforts visant à encourager la ratification universelle de la Convention et du Protocole facultatif ainsi que l'adoption de l'amendement qu'il est proposé d'apporter au paragraphe 1 de l'article 20 de la Convention	50	14
V. Assistance technique aux États parties	51–61	14
VI. Diffusion des dispositions de la Convention et de son Protocole facultatif et d'éléments d'information sur les travaux du Comité	62–64	17
VII. Conclusions et recommandations	65–68	17
Annexes		
I. Ratification de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et présentation de rapports relatifs à son application : stade atteint au 15 août 2007		19
II. Organismes créés en vertu d'instruments relatifs aux droits de l'homme : stade atteint dans la ratification des instruments et nombre et durée des sessions annuelles des organes de suivi, au 15 août 2007		20

I. Stade atteint dans l'application de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes

1. Adoptée par l'Assemblée générale dans sa résolution 34/180 du 18 décembre 1979, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes a été ouverte à la signature, à la ratification et à l'adhésion le 1^{er} mars 1980 à New York et est entrée en vigueur le 3 septembre 1981, conformément à son article 27.

2. Au 15 août 2007, 185 États avaient ratifié la Convention ou y avaient adhéré ou succédé, 81 y ayant adhéré et 8 y ayant succédé. Cinq nouvelles ratifications sont intervenues au cours de la période considérée, qui va du 1^{er} août 2005 au 15 août 2007 (le précédent rapport a été publié sous la cote A/60/206). Les derniers États à avoir ratifié la Convention ou à y avoir adhéré sont le Brunéi Darussalam, le 24 mai 2006; les Îles Cook, le 11 août 2006; les Îles Marshall, le 2 mars 2006; le Monténégro, le 23 octobre 2006; l'Oman, le 7 février 2006. On trouvera dans le rapport du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes sur les travaux de ses trente-septième, trente-huitième et trente-neuvième sessions la liste des États parties à la Convention et les dates auxquelles ils l'ont ratifiée ou y ont adhéré¹.

3. Au 15 août 2007, 49 États parties avaient déposé auprès du Secrétaire général les instruments d'acceptation de l'amendement au paragraphe 1 de l'article 20 de la Convention relatif au temps imparti aux réunions du Comité. Depuis la présentation du dernier rapport, les quatre États parties suivants ont déposé leurs instruments d'acceptation de l'amendement : le Bangladesh, le 3 mai 2007; la Géorgie, le 30 septembre 2005; le Libéria, le 16 septembre 2005; la Slovénie, le 10 novembre 2006.

4. Entre le 1^{er} août 2005 et le 15 août 2007, le Brunéi Darussalam a émis une réserve générale ainsi que des réserves vis-à-vis du paragraphe 2 de l'article 9 et du paragraphe 1 de l'article 29; les Îles Cook ont formulé des réserves vis-à-vis de l'alinéa f) de l'article 2, de l'alinéa a) de l'article 5 et de l'alinéa b) du paragraphe 2 de l'article 11; l'Oman a émis une réserve générale, ainsi que des réserves vis-à-vis du paragraphe 2 de l'article 9, du paragraphe 4 de l'article 15, des alinéas a), c) et f) de l'article 16 et du paragraphe 1 de l'article 29.

5. Au cours de la même période, des objections à des réserves ont été reçues des pays suivants : Allemagne, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Lettonie, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie et Suède.

6. Toujours au cours de la même période, les pays suivants ont levé des réserves : l'Autriche, à propos de certaines parties de l'article 11; les Îles Cook, s'agissant de l'alinéa f) de l'article 2, de l'alinéa a) de l'article 5 et de l'alinéa b) du paragraphe 2 de l'article 11; le Koweït, à propos de l'alinéa a) de l'article 7; la Nouvelle-Zélande,

¹ À paraître dans *Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-deuxième session, Supplément n° 38 (A/62/38)*.

en ce qui concerne le service dans les forces armées; Singapour (sans référence à un article de la Convention); le Royaume-Uni, à propos du paragraphe 4 de l'article 15.

II. Stade atteint dans la ratification du Protocole facultatif se rapportant à la Convention

7. Par sa résolution 54/4 du 6 octobre 1999, l'Assemblée générale a adopté le Protocole facultatif se rapportant à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Il a été ouvert à la signature, à la ratification et à l'adhésion le 10 décembre 1999 au Siège de l'ONU et est entré en vigueur le 22 décembre 2000, conformément au paragraphe 1 de son article 16.

8. Au 15 août 2007, 88 États parties avaient ratifié le Protocole facultatif ou y avaient adhéré. Dix-sept États parties l'ont ratifié depuis la présentation du dernier rapport : Afrique du Sud (le 18 octobre 2005), Antigua-et-Barbuda (le 5 juin 2006), Argentine (le 20 mars 2007), Arménie (le 14 septembre 2007), Botswana (le 21 février 2007), Bulgarie (le 20 septembre 2006), Burkina Faso (le 10 octobre 2005), Colombie (le 23 janvier 2007), Maldives (le 13 mars 2006), Moldova (le 28 février 2006), Monténégro (le 23 octobre 2006), Népal (le 15 juin 2007), République de Corée (le 18 octobre 2006), République-Unie de Tanzanie (le 12 janvier 2006), Saint-Kitts-et-Nevis (le 20 janvier 2006), Saint-Marin (le 15 septembre 2005) et Vanuatu (le 17 mai 2007).

III. Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes

A. Capacité du Comité de s'acquitter de son mandat

Respect par les États parties de leurs obligations en matière de présentation de rapports

9. Aux termes du paragraphe 1 de l'article 18 de la Convention, les États parties se sont engagés à présenter un rapport sur l'application de la Convention dans l'année suivant son entrée en vigueur dans l'État intéressé, puis tous les quatre ans au moins, ainsi qu'à la demande du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes.

10. Entre le 1^{er} août 2005 et le 15 août 2007, le Secrétaire général a reçu des rapports des 44 États parties suivants : Arabie Saoudite (rapport unique valant rapport initial et deuxième rapport périodique); Belgique (rapport unique valant cinquième et sixième rapports périodiques); Belize (rapport unique valant troisième et quatrième rapports périodiques); Bhoutan (septième rapport périodique); Bolivie (rapport unique valant deuxième à quatrième rapports périodiques); Brésil (sixième rapport périodique); Burundi (rapport unique valant deuxième à quatrième rapports périodiques); Cameroun (rapport unique valant deuxième et troisième rapports périodiques); Canada (rapport unique valant sixième et septième rapports périodiques); El Salvador (septième rapport périodique); Équateur (rapport unique valant sixième et septième rapports périodiques); Estonie (quatrième rapport périodique); France (sixième rapport périodique); Honduras (rapport unique valant quatrième à sixième rapports périodiques); Hongrie (sixième rapport périodique);

Îles Cook (rapport initial); Inde (rapport unique valant deuxième et troisième rapports périodiques); Jordanie (rapport unique valant troisième et quatrième rapports périodiques); Kenya (rapport unique valant cinquième et sixième rapports périodiques); Kirghizistan (troisième rapport périodique); Liban (troisième rapport périodique); Liechtenstein (troisième rapport périodique); Luxembourg (cinquième rapport périodique); Madagascar (rapport unique valant deuxième à cinquième rapports périodiques); Maroc (rapport unique valant troisième et quatrième rapports périodiques); Mexique (sixième rapport périodique); Mongolie (cinquième rapport périodique); Myanmar (rapport unique valant deuxième et troisième rapports périodiques); Nigéria (sixième rapport périodique); Norvège (septième rapport périodique); Nouvelle-Zélande (sixième rapport périodique); Portugal (sixième rapport périodique); République arabe syrienne (rapport initial); République de Corée (sixième rapport périodique); République-Unie de Tanzanie (rapport unique valant troisième à cinquième rapports périodiques); Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (sixième rapport périodique); Sainte-Lucie (rapport unique valant rapport initial et deuxième à sixième rapports périodiques); Serbie (rapport initial); Sierra Leone (rapport unique valant rapport initial et deuxième à cinquième rapports périodiques); Slovaquie (rapport unique valant deuxième à quatrième rapports périodiques); Slovénie (quatrième rapport périodique); Suède (rapport unique valant sixième et septième rapports périodiques); Uruguay (rapport unique valant quatrième à septième rapports périodiques); Yémen (sixième rapport périodique).

11. Au cours de la période considérée, le Comité a tenu six sessions, qui se sont succédé comme suit : trente-quatrième session, du 16 janvier au 3 février 2006; trente-cinquième session, du 15 mai au 2 juin 2006; trente-sixième session, du 7 au 25 août 2006; trente-septième session, du 15 janvier au 2 février 2007; trente-huitième session, du 14 mai au 1^{er} juin 2007; trente-neuvième session, du 23 juillet au 10 août 2007. À ces diverses sessions, le Comité a examiné 144 rapports (dont beaucoup de rapports uniques) remis par 69 États parties : 4 rapports initiaux (Îles Cook, Mauritanie, République arabe syrienne et Serbie); 4 rapports uniques valant rapport initial et deuxième rapport périodique (Malaisie, Mozambique, Niger et Turkménistan); 7 rapports uniques valant rapport initial et deuxième et troisième rapports périodiques (Bosnie-Herzégovine, Cambodge, Érythrée, ex-République yougoslave de Macédoine, Pakistan, Tadjikistan et Vanuatu); 2 rapports uniques, valant rapport initial et deuxième à cinquième rapports périodiques (Sierra Leone et Togo); 2 rapports uniques, valant rapport initial et deuxième à sixième rapports périodiques (Cap-Vert et Sainte-Lucie); 2 deuxièmes rapports périodiques (Kazakhstan et Liechtenstein); 7 rapports uniques valant deuxième et troisième rapports périodiques (Azerbaïdjan, Géorgie, Inde, Maldives, Moldova, Namibie et Ouzbékistan); 2 rapports uniques valant deuxième à cinquième rapports périodiques (Malawi et Mali); 4 troisièmes rapports périodiques (Liechtenstein, République tchèque, Singapour et Suriname); 2 rapports uniques valant troisième et quatrième rapports périodiques (Belize et Jordanie); 3 rapports uniques valant troisième à cinquième rapports périodiques (Chypre, Ghana et Maurice); 3 quatrièmes rapports périodiques (Chili, Estonie et Pays-Bas); 5 rapports uniques valant quatrième et cinquième rapports périodiques (Australie, Indonésie, Pologne, République démocratique du Congo et Thaïlande); 3 rapports uniques valant quatrième à sixième rapports périodiques (Guinée, Honduras et République bolivarienne du Venezuela); 2 cinquièmes rapports périodiques (Jamaïque et République de Corée); 5 rapports uniques valant cinquième et sixième rapports périodiques (Chine,

Colombie, Cuba, Kenya et Philippines); 13 sixièmes rapports périodiques (Autriche, Brésil, Danemark, Grèce, Guatemala, Hongrie, Mexique, Nicaragua, Nouvelle-Zélande, Pérou, Pologne, République de Corée et Roumanie); 1 septième rapport périodique (Norvège).

Rapports que le Comité doit encore examiner, rapports en souffrance et demandes de rapport complémentaire

12. Au 15 août 2007, le Comité devait encore examiner 32 rapports (principalement des rapports uniques), présentés par 31 États parties.

13. Toujours au 15 août 2007, 215 rapports étaient encore attendus, dont 30 rapports initiaux, 25 deuxièmes rapports périodiques, 28 troisièmes rapports périodiques, 39 quatrièmes rapports périodiques, 23 cinquièmes rapports périodiques, 43 sixièmes rapports périodiques et 27 septièmes rapports périodiques. Au total, 125 États n'avaient pas remis leur(s) rapport(s) dans les délais.

14. Étant donné qu'il a rattrapé une partie du retard accumulé dans l'examen des rapports, le Comité s'emploie systématiquement à encourager les États parties à déposer leurs rapports initiaux en souffrance de longue date. Ce faisant, le Comité applique la procédure décrite dans ses décisions 29/I et 31/III (i), par lesquelles il a établi qu'il examinerait l'application de la Convention par un État partie même lorsque celui-ci n'avait pas présenté de rapport, mais seulement en dernier recours et en présence d'une délégation. Le Comité a invité un certain nombre d'États parties à déposer tous leurs rapports en souffrance sous forme de rapport unique à une date spécifique, comme suit :

a) Le Cap-Vert et Sainte-Lucie ont été invités par le Comité à remettre leurs rapports respectifs : le Cap-Vert a remis le sien en juin 2005 et Sainte-Lucie a fait de même en septembre 2005. Le Comité a examiné ces rapports à ses trente-cinquième et trente-sixième sessions, respectivement;

b) À sa trente-septième session, le Comité a invité la Dominique, la Guinée-Bissau, Haïti et le Libéria à lui remettre tous leurs rapports en souffrance sous forme de rapports uniques au plus tard en mars 2008, afin qu'il puisse les examiner à sa quarante-troisième session, en 2009;

c) À sa trente-huitième session, le Comité a invité les Bahamas, la Grenade, la République centrafricaine et les Seychelles à lui remettre tous leurs rapports en souffrance sous forme de rapports uniques au plus tard à la fin de 2008, afin qu'il puisse les examiner au début de 2010;

d) À sa trente-neuvième session, le Comité a invité les Comores, le Lesotho, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et le Tchad à lui remettre tous leurs rapports en souffrance sous forme de rapports uniques au plus tard en juillet 2009, afin qu'il puisse les examiner à la fin de 2010.

En dernier ressort, s'il n'a pas reçu les rapports demandés dans les délais impartis, le Comité procédera néanmoins à l'examen de l'application de la Convention dans les États parties concernés.

15. Le Comité a adressé des lettres de rappel à tous les États parties dont les rapports initiaux étaient en souffrance depuis 2005.

16. À la suite de son examen du rapport unique de l'Inde, valant deuxième et troisième rapports périodiques, à sa trente-septième session, le Comité a demandé à cet État partie de lui remettre un rapport complémentaire en janvier 2008 (CEDAW/C/IND/CO/3). À la même session, à la suite de son examen du quatrième rapport périodique des Pays-Bas, le Comité a demandé à cet État partie de lui remettre un rapport complémentaire en janvier 2008 (voir CEDAW/C/NLD/CO/4).

B. Méthodes de travail du Comité

17. Afin de contribuer aux efforts menés par l'Assemblée générale pour limiter la longueur de la documentation, le rapport annuel du Comité ne contient plus de résumé des déclarations liminaires prononcées avant la présentation des rapports des États parties (trente-quatrième session). Les déclarations liminaires en question, d'une durée de 30 minutes, peuvent être consultées sur le site Web de la Division de la promotion de la femme. Leur teneur est également rapportée dans les comptes rendus analytiques des réunions du Comité.

18. Après avoir procédé à un premier examen de ses méthodes de travail, dont les conclusions figurent dans le rapport qu'il a consacré à sa trentième session, le Comité s'est de nouveau penché sur cette question, notamment pour déterminer la marche à suivre lors de ses réunions en chambres parallèles (voir CEDAW/C/2007/I/4/Add.1). L'objectif était d'obtenir que les États parties et les autres parties qui s'intéressent à l'application de la Convention puissent se familiariser facilement avec les méthodes de travail du Comité. Les conclusions de ce nouvel examen peuvent également être consultées sur le site Web de la Division de la promotion de la femme.

19. Au cours de la période considérée, l'évolution la plus marquante dans les méthodes de travail du Comité a été la mise en place de chambres parallèles pour l'examen des rapports. À la suite de l'adoption par l'Assemblée générale de sa résolution 60/230, le Comité a tenu trois sessions annuelles en 2006 et trois autres en 2007, contre deux sessions annuelles les années précédentes. De plus, le Comité s'est réuni en chambres parallèles au cours de trois de ces six sessions (trente-sixième, trente-septième et trente-neuvième).

20. Dans un premier temps, à sa trente-quatrième session, le Comité a déterminé quelles méthodes de travail devaient gouverner ses réunions en chambres parallèles; puis, à sa trente-cinquième session, il les a adoptées². Les aspects suivants ont été examinés : la procédure de mise en place et la composition des chambres parallèles; la représentation du Bureau du Comité dans les chambres parallèles; le rôle du rapporteur de pays et l'élaboration des observations finales; les modalités d'examen des rapports dans les chambres parallèles; l'adoption des observations finales en séance plénière. Le Comité a débattu en profondeur de ses méthodes de travail au cours d'une réunion informelle, tenue à Berlin du 2 au 4 mai 2006, sur la base d'un document d'information établi par son secrétariat. Il a également bénéficié de l'éclairage apporté par un membre du Comité des droits de l'enfant, quant à la manière dont se déroulaient les réunions de ce comité en chambres parallèles.

² Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante et unième session, Supplément n° 38* (A/61/38), deuxième partie, par. 363 à 380.

21. Le Comité a procédé à des évaluations régulières de ses méthodes de travail en chambres parallèles et il les a améliorées sur la base de l'expérience acquise. Des ajustements y ont été apportés en ce qui concerne le rôle des rapporteurs de pays (date de remise, présentation et contenu de leurs notes de synthèse); la coordination et la coopération entre membres d'une même chambre et entre les deux chambres; la gestion du temps pendant le dialogue constructif; la manière dont le président doit mener ce dialogue constructif.

22. Le Comité a commencé à désigner des rapporteurs de pays à sa dix-neuvième session. À sa trente-cinquième session, il a adopté des directives portant sur leur rôle et sur leurs fonctions, qui constituent une synthèse des tâches assignées aux rapporteurs de pays en ce qui concerne les trois phases de l'examen des rapports : établissement d'une liste de points et de questions à l'intention du groupe de travail présession; examen des rapports des États parties, en particulier établissement des questions à soulever pendant le dialogue constructif; établissement et mise au point des projets d'observations finales³. Des rapporteurs de pays ont été désignés pour tous les États parties et ces experts assument désormais des responsabilités supplémentaires puisqu'il leur faut coordonner les travaux effectués par les chambres parallèles et s'assurer que tous les experts peuvent apporter leur contribution au dialogue de façon opportune et constructive. Le Comité continue également de faire appel à des équipes spéciales de pays pour l'examen des rapports en séances plénières.

23. Du fait que le Comité a tenu trois sessions annuelles au cours de la période considérée, il a ajusté le calendrier des travaux de ses groupes de travail présession de sorte que les États parties disposent de suffisamment de temps pour répondre aux listes de questions susceptibles de leur être adressées et que les réponses soient disponibles dans toutes les langues officielles à temps pour les sessions durant lesquelles lesdits rapports seraient examinés. C'est pourquoi il s'est généralement écoulé deux sessions plutôt qu'une entre le moment où les groupes de travail présession se sont réunis et celui où les rapports correspondants ont été examinés. Le nombre des experts devant participer aux groupes de travail présession a été déterminé avec souplesse. Lors de l'établissement des listes d'observations et de questions, les groupes de travail présession se sont concentrés sur les progrès réalisés dans l'application de la Convention depuis l'examen des rapports précédents, sur l'incidence des mesures prises par les États parties, ainsi que sur la suite donnée aux observations finales précédentes du Comité. Les groupes de travail présession ont respecté la limite convenue de 30 questions claires et directes par liste. Les États parties ont été informés que le Comité avait porté de 25 à 30 le nombre maximum de pages devant être consacrées aux réponses aux listes d'observations et de questions.

24. Le Comité mentionne désormais systématiquement dans le dernier paragraphe de ses observations finales la date à laquelle l'État partie concerné doit remettre son rapport périodique suivant. Lorsque ce dernier n'a pas été remis dans les délais ou qu'il est à remettre dans le courant de l'année pendant laquelle son examen est prévu, le Comité demande à l'État partie de déposer un rapport unique réunissant les rapports périodiques en souffrance⁴.

³ Ibid., par. 388 à 399.

⁴ Le document CEDAW/C/2007/III/2 contient la liste des dates de remise des futurs rapports uniques. Une mise à jour figurera dans le document CEDAW/C/2008/I/2.

25. Le Comité a poursuivi son interaction avec les institutions spécialisées et d'autres organismes du système des Nations Unies qui contribuent à ses travaux et appuient l'application intégrale de la Convention au niveau national. Il a adopté des directives relatives au dépôt des rapports des institutions spécialisées et autres organismes du système des Nations Unies, qui portent sur les informations relatives aux pays que celles-ci fournissent au Comité et sur les travaux qu'elles mènent aux fins de l'application de la Convention au niveau national⁵. Il s'est particulièrement félicité des efforts déployés par un certain nombre d'équipes de pays des Nations Unies pour présenter conjointement des éléments d'information sur les États parties dont les rapports étaient en cours d'examen et il encourage les organismes du système des Nations Unies à développer cette pratique et, en particulier, à communiquer ce type d'information au groupe de travail présession du Comité. Il encourage par ailleurs les équipes de pays des Nations Unies à donner suite à ses observations finales au niveau national et à lui présenter d'autres éléments d'information au sujet du pays dans lequel elles exercent lorsque ce dernier établira ses futurs rapports.

26. Comme dans le passé, les membres du Comité ont reçu de façon informelle des représentants d'organisations non gouvernementales désireuses de lui communiquer des informations relatives aux États parties dont les rapports étaient en cours d'examen par le Comité, au début de la première et de la deuxième semaines d'une session. Les organisations non gouvernementales ont également eu l'occasion de présenter des informations au groupe de travail présession du Comité, par écrit et par oral. Des renseignements de nature générale et spécifique à la session en cours sont régulièrement affichés sur le site Web de la Division de la promotion de la femme à l'intention des organisations non gouvernementales.

27. Le Comité a confirmé qu'il souhaitait nouer des contacts avec des institutions nationales de défense des droits de l'homme et a poursuivi son examen de la pratique d'autres organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme. À sa trente-neuvième session, le Comité a consacré une partie distincte de la réunion dédiée à l'interaction avec les organisations non gouvernementales à deux institutions nationales de défense des droits de l'homme, dont les représentants ont pris la parole devant lui.

28. Le Comité a de nouveau souligné le rôle important joué par les parlementaires dans l'application de la Convention et le suivi des observations finales. Il a encouragé l'Union interparlementaire (UIP) à lui présenter des informations sur l'application de la Convention dans chacun des États parties, ce qu'elle fait désormais régulièrement.

29. Le Comité a poursuivi la pratique qui consiste pour lui à adopter des déclarations en relation avec des événements ou des faits nouveaux particuliers. Au cours de la période considérée, ont été adoptées une déclaration intitulée « Vers un système harmonisé et intégré d'organes conventionnels relatifs aux droits de l'homme », à sa trente-cinquième session⁶; une déclaration concernant la situation des femmes au Moyen-Orient, à sa trente-sixième session⁷; une déclaration sur les aspects de la réforme de l'ONU concernant les structures propices au respect de

⁵ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante et unième session, Supplément n° 38*, première partie, annexe II.

⁶ Ibid., deuxième partie, annexe I.

⁷ Ibid., troisième partie, annexe VII.

l'égalité des sexes, à sa trente-neuvième session, qui figure dans l'annexe XI à la troisième partie de son rapport annuel¹.

30. Le Comité a tenu deux réunions informelles avec des États parties à la Convention, le 1^{er} juin 2006 et le 8 août 2007. Ces réunions ont été l'occasion pour les experts du Comité d'expliquer aux États parties avec les méthodes de travail adoptées pour les réunions en chambres parallèles et de les informer que le Comité avait demandé à l'Assemblée générale de lui accorder davantage de temps pour ses réunions, celle-ci devant se prononcer sur ce point à sa soixante-deuxième session.

31. Au cours de la période considérée, le Comité a tenu sa cinquième réunion informelle. À l'invitation du Gouvernement allemand, pour marquer le vingt-cinquième anniversaire du début des travaux du Comité, ce dernier s'est rendu à Berlin du 2 au 4 mai 2006. Il a saisi cette occasion pour mettre la dernière touche aux méthodes de travail qu'il entendait adopter pour examiner les rapports en chambres parallèles et pour débattre des propositions de réforme avancées par la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme en ce qui concerne un organe conventionnel relatif aux droits de l'homme qui serait permanent et unifié. En août 2007, le Comité s'est félicité de recevoir de la part du Gouvernement suisse une invitation à participer à une session de travail informelle au cours de la seconde moitié de 2007. Le Comité a proposé que cette réunion se tienne du 24 au 26 octobre 2007 et a l'intention d'y aborder un certain nombre de questions parmi lesquelles la révision de ses directives pour l'établissement de rapports; l'établissement d'une recommandation générale sur l'article 2 de la Convention; le suivi des observations finales du Comité; l'interaction avec les institutions nationales de défense des droits de l'homme; ses relations avec le Conseil des droits de l'homme. Le Comité prévoit aussi de tenir une session d'orientation avec le Haut-Commissariat aux droits de l'homme, qui portera sur le transfert dans ses locaux des services de secrétariat du Comité à compter du 1^{er} janvier 2008.

32. Avec l'appui d'un groupe de travail, le Comité a poursuivi son élaboration d'une recommandation générale sur les femmes migrantes. À l'invitation du Comité pour les travailleurs migrants, il a accepté de collaborer avec ce dernier pour en parfaire le libellé. Il a également poursuivi ses travaux en ce qui concerne une recommandation générale sur l'article 2 de la Convention.

33. Le Comité se félicite des occasions qui lui sont offertes de débattre avec les rapporteurs spéciaux du Conseil des droits de l'homme sur des questions qui présentent un intérêt mutuel. À sa trente-quatrième session, il a ainsi rencontré le Rapporteur spécial sur le logement convenable en tant qu'élément du droit à un niveau de vie suffisant ainsi que sur le droit à la non-discrimination à cet égard.

34. Les aspects de la réforme de l'ONU concernant les structures propices au respect de l'égalité des sexes continuent de susciter l'intérêt du Comité. La Conseillère spéciale pour la parité des sexes et la promotion de la femme informe régulièrement les experts du Comité de l'évolution de cette question et en débat avec eux.

35. Le Comité a continué de contribuer activement aux travaux des organismes créés en vertu d'instruments relatifs aux droits de l'homme, notamment dans le cadre des réunions annuelles des présidents de ces organismes et à la réunion intercomités. Le Président, ainsi que les membres désignés du Comité, ont participé à ces réunions en 2006 (du 19 au 23 juin) et en 2007 (du 18 au 22 juin). Le Comité a

entériné les directives pour l'établissement de rapports au titre des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, englobant le document de base commun et les rapports pour chaque instrument (HRI/MC/2006/3 et Corr.1) et il a entamé sur ce modèle une refonte de ses propres directives en matière d'établissement de rapports. Il a participé activement aux travaux d'un groupe de travail sur l'harmonisation des méthodes de travail des organes conventionnels (voir HRI/MC/2007/2 et Add.1) et à ceux d'un groupe de travail sur les réserves (HRI/MC/2007/5). Il a contribué au débat sur la réforme du système des organes conventionnels relatifs aux droits de l'homme, en particulier grâce à sa déclaration susmentionnée : « Vers un système harmonisé et intégré d'organes conventionnels relatifs aux droits de l'homme ». Tout récemment, le Comité a appuyé la proposition émise pendant la réunion intercomités tendant à ce qu'il se réunisse deux fois par an, notamment pour faire des recommandations en vue de l'amélioration et de l'harmonisation des méthodes de travail des organes conventionnels relatifs aux droits de l'homme, et il a suggéré que cette harmonisation vise aussi à renforcer l'efficacité des méthodes de travail des divers comités compétents. Il a proposé que, lors de la prochaine réunion intercomités, un ordre du jour soit établi pour les débats, assorti d'un échéancier précisé à l'avance et que les thèmes abordés soient classés par ordre de priorité. Il a fait certaines suggestions à cet égard et vivement encouragé les participants à la réunion intercomités à évaluer leurs propres méthodes de travail et leur efficacité (trente-neuvième session).

36. En octobre 2006, le Secrétaire général a informé le Président du Comité qu'il avait conclu que l'Organisation serait le mieux à même d'atteindre les objectifs communs si la responsabilité de l'appui au Comité était transférée au Haut-Commissariat aux droits de l'homme. Le Président a par la suite communiqué cette décision aux membres du Comité. À la trente-septième session, ces derniers se sont entretenus avec la Haut-Commissaire aux droits de l'homme des modalités du transfert des services de secrétariat, puis ont adressé une lettre au Secrétaire général et à la Haut-Commissaire pour leur faire connaître leurs vues sur cette question. Des fonctionnaires du Haut-Commissariat étaient présents en tant qu'observateurs aux trente-huitième et trente-neuvième sessions du Comité.

C. Méthodes de travail applicables en ce qui concerne le Protocole facultatif

37. Au cours de la période considérée, le Comité a poursuivi ses activités au titre du Protocole facultatif se rapportant à la Convention. Il a consacré en moyenne deux réunions par session à l'ensemble des questions relatives au Protocole facultatif.

38. Le Groupe de travail sur les communications présentées conformément au Protocole facultatif se rapportant à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes a tenu quatre sessions de trois jours, pendant les trente-quatrième, trente-sixième, trente-septième et trente-neuvième sessions du Comité. Il a tenu une réunion informelle de deux jours après la clôture de la trente-huitième session du Comité. À ce jour, le Groupe de travail a enregistré 15 communications, dont 6 pendant la période considérée.

39. À sa trente-quatrième session, le Comité s'est prononcé sur la communication 8/2005 (*Rahime Kayhan c. Turquie*), la déclarant irrecevable, les recours internes n'ayant pas été épuisés aux termes du paragraphe 1 de l'article 4 du Protocole

facultatif. À sa trente-cinquième session, il a annoncé qu'il ne se prononcerait sur d'autres communications qu'à sa session suivante. À sa trente-sixième session, le Comité s'est prononcé sur deux communications. Il a conclu que l'auteur de la communication 3/2004 (*Dung Thi Thuy Nguyen c. Pays-Bas*) n'avait pas subi de traitement discriminatoire. Le Comité a été d'avis que les faits relatés dans la communication 4/2004 (*Andrea Szijarto c. Hongrie*) traduisaient une violation de l'alinéa h) de l'article 10, de l'article 12 et du paragraphe 1 de l'article 16 du Protocole facultatif.

40. À sa trente-septième session, le Comité a déclaré que la communication 11/2006 (*M^{me} Constance Ragan Salgado c. Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord*) était irrecevable *ratione temporis* aux termes de l'alinéa e) du paragraphe 2 de l'article 4 et parce que tous les recours internes disponibles n'avaient pas été épuisés par l'auteur aux termes du paragraphe 1 de l'article 4 du Protocole facultatif. À sa trente-huitième session, le Comité a déclaré que la communication 10/2005 (*M^{me} N. S. F. c. Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord*) était irrecevable parce que tous les recours internes disponibles n'avaient pas été épuisés par l'auteur aux termes du paragraphe 1 de l'article 4 du Protocole facultatif.

41. À sa trente-neuvième session, le Comité s'est prononcé sur quatre communications. S'agissant des communications 5/2005 (*Les descendants de Şahide Goekce [décédée] c. Autriche*) et 6/2005 (*Les descendants de Fatma Yildirim [décédée] c. Autriche*), le Comité a estimé que l'État partie n'avait pas exécuté les obligations qui lui incombent aux termes de l'alinéa a) et des alinéas c) à f) de l'article 2 et de l'article 3 de la Convention, interprétés à la lumière de l'article premier de la Convention et de la recommandation générale 19 du Comité et des droits correspondants de la défunte à la vie et à l'intégrité physique et mentale. Le Comité a déclaré que la communication 7/2005 (*Cristina Muñoz-Vargas y Sainz de Vicuña c. Espagne*) était irrecevable *ratione temporis* aux termes de l'alinéa e) du paragraphe 2 de l'article 4.

42. Au cours de la période considérée, le Comité a entamé ses activités de suivi de ses constatations à propos des communications. À sa trente-quatrième session, il a nommé deux de ses membres rapporteurs spéciaux chargés du suivi de ses constatations dans l'affaire *M^{me} A. T. c. Hongrie*, 2/2003. À sa session suivante et sur la base des recommandations des rapporteurs chargés de la communication 2/2003, le Comité a demandé à l'État partie de lui communiquer des éléments d'information complémentaires. À sa trente-sixième session, sur la base des recommandations des rapporteurs, le Comité a décidé de mettre un terme au suivi de ses constatations relatives à la communication 2/2003 et que tout élément d'information y relatif serait requis dans le cadre de la procédure d'établissement de rapport aux termes de l'article 18 de la Convention.

43. À sa trente-huitième session, le Comité a nommé deux de ses membres rapporteurs spéciaux chargés du suivi de ses constatations dans l'affaire *Andrea Szijarto c. Hongrie*, 4/2004 et, sur la base de leurs recommandations, il a demandé à l'État partie de lui communiquer des éléments d'information complémentaires. Il n'a pas encore été mis de terme au mandat des rapporteurs spéciaux chargés du suivi des constatations du Comité s'agissant de la communication 4/2004.

44. Outre qu'il a examiné les communications individuelles, statué à leur sujet et examiné la suite donnée à ses constatations ainsi que les recommandations du

Groupe de travail sur les communications présentées conformément au Protocole facultatif se rapportant à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, le Comité a modifié les dispositions 60, 63, 64 et 69 figurant au chapitre 16 de son Règlement intérieur, intitulé « Procédure d'examen des communications reçues en vertu du Protocole facultatif » (voir le chapitre V de la troisième partie du rapport annuel¹).

D. Demande d'allongement de la durée des réunions du Comité

45. À la suite de la demande formulée par le Comité, l'Assemblée générale, dans sa résolution 60/230, l'a autorisé à accroître le temps alloué à ses réunions afin d'éliminer le retard accumulé dans l'examen des rapports. De ce fait, le Comité a été en mesure d'examiner les rapports de 69 États parties, 31 en 2006 et 38 en 2007. Cela représente plus du double des 32 rapports qu'il examine lorsqu'il ne se réunit que deux fois par an. Le temps supplémentaire dont il dispose désormais pour ses réunions lui a permis de réduire notablement le retard pris dans l'examen des rapports. Au moment où il a achevé l'établissement de son rapport précédent, il lui restait à examiner 58 rapports d'États parties, contre 31 à ce jour. Un tableau actualisé indiquant l'état des ratifications et le nombre de rapports reçus chaque année depuis 1982, ainsi que le nombre de rapports examinés annuellement par le Comité, figure à l'annexe I du présent rapport.

46. Après avoir constaté qu'une partie du retard avait été comblée et compte tenu de l'ensemble des responsabilités qui lui incombent aux termes de la Convention et du Protocole facultatif, le Comité a décidé de demander à l'Assemblée générale d'autoriser de nouveau l'allongement de la durée de ses réunions au-delà de l'exercice biennal 2006-2007. Cette demande est contenue dans la décision 39/1, qui figure dans la troisième partie de son rapport annuel¹. Le Comité y demande à l'Assemblée générale : a) [de l'] autoriser à titre permanent, à compter de janvier 2008, à tenir trois sessions annuelles de trois semaines chacune, précédées dans chaque cas d'une réunion d'une semaine d'un groupe de travail présession; b) [de l'] autoriser à titre temporaire, au cours de l'exercice biennal 2008-2009, à se réunir chaque année pendant sept jours au maximum en chambres parallèles au cours d'une de ses sessions annuelles, afin d'examiner les rapports présentés par les États parties en application de l'article 18 de la Convention. Le Comité demande en outre que son Groupe de travail sur les communications présentées conformément au Protocole facultatif se rapportant à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, qui est autorisé à se réunir deux fois par an pendant 10 jours ouvrables au maximum, ait la possibilité de se réunir trois fois par an, pendant 10 jours ouvrables au maximum, immédiatement avant ou après les sessions du Comité prévues au calendrier.

47. En adoptant cette décision, le Comité a noté que cet allongement de la durée de ses réunions lui permettrait d'éliminer complètement le retard accumulé dans l'examen des rapports; d'examiner les nouveaux rapports déposés dans un délai raisonnable; d'intensifier ses efforts pour s'assurer que les États parties dont les rapports sont en souffrance de longue date appliquent effectivement la Convention; de s'acquitter de toutes les autres responsabilités qui lui incombent aux termes de la Convention et de son Protocole facultatif.

48. Un état des incidences sur le budget-programme de l'allongement de la durée des réunions du Comité figure dans son rapport annuel. Le Comité a demandé que soit révisée la base sur laquelle sont calculés les coûts afférents à cet allongement de la durée des réunions, de sorte qu'ils soient conformes aux besoins réels du Comité et que l'état des incidences explique clairement les différents paramètres utilisés pour calculer le montant des besoins actuels en comparaison du montant demandé au même titre en 2005⁸.

49. En outre, à titre temporaire pour l'exercice biennal 2008-2009, le Comité a décidé que les comptes rendus analytiques de ses réunions ne seraient publiés qu'en anglais afin de réduire le coût global de ses sessions. Il est convenu de réexaminer cette décision en 2009, date à laquelle il déterminera également s'il est nécessaire de solliciter une autre prolongation temporaire de la durée de ses réunions.

IV. Efforts visant à encourager la ratification universelle de la Convention et du Protocole facultatif ainsi que l'adoption de l'amendement qu'il est proposé d'apporter au paragraphe 1 de l'article 20 de la Convention

50. La Conseillère spéciale pour la parité des sexes et la promotion de la femme et la Directrice de la Division de la promotion de la femme ont continué à promouvoir la ratification universelle de la Convention et du Protocole facultatif qui s'y rapporte, ainsi que l'acceptation de l'amendement qu'il est proposé d'apporter au paragraphe 1 de l'article 20 de la Convention, relatif au temps alloué aux réunions du Comité. Elles ont demandé des mesures dans ce sens dans les réunions qu'elles ont tenues avec les délégations, dans les déclarations et les exposés qu'elles ont faits au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York et dans d'autres lieux d'affectation, ainsi que dans le cadre de conférences et d'autres tribunes.

V. Assistance technique aux États parties

51. La Division de la promotion de la femme continue de fournir aux États parties une assistance technique portant sur la mise en œuvre de la Convention, l'établissement de rapports au titre de la Convention et la suite à donner aux observations finales formulées par le Comité. L'assistance technique porte aussi sur la ratification et l'application du Protocole facultatif.

52. Au cours de la période considérée, la Division a organisé un atelier de formation sous-régional et un atelier national sur l'application et le suivi des observations finales du Comité. L'atelier sous-régional s'est tenu à Bangkok, du 6 au 9 novembre 2006, et a été organisé en collaboration avec la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique. Y ont assisté des fonctionnaires, des membres du Parlement, des représentants d'organisations non gouvernementales et des membres des équipes de pays des Nations Unies des six pays de la région Asie-Pacifique. Les participants ont adopté une déclaration sur les difficultés que

⁸ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, soixantième session, Supplément n° 38* (A/60/38), deuxième partie, annexe IX.

pose le suivi des observations finales, mais aussi sur les possibilités d'agir pour y remédier. L'atelier national s'est tenu à la demande du Gouvernement cambodgien à Phnom Penh les 1^{er} et 2 novembre 2006. Y ont assisté 40 participants – représentants de 15 ministères et organes gouvernementaux, d'organisations non gouvernementales et observateurs d'organismes des Nations Unies. Dans chaque cas, des experts du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes ont fait office de spécialistes-conseils et de facilitateurs.

53. Un atelier sous-régional sur le suivi des observations finales/commentaires du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale et du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes et sur leur application s'est tenu au Caire du 19 au 22 décembre 2005. Il était organisé conjointement par la Division et par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme. Y ont assisté plus de 50 participants venus de six pays d'Afrique du Nord, parmi lesquels des fonctionnaires, des membres du système judiciaire, des représentants d'institutions nationales de défense des droits de l'homme, d'organisations non gouvernementales nationales, de la Ligue des États arabes et d'organismes des Nations Unies. Les experts des deux Comités ont fait office de spécialistes-conseils et de facilitateurs.

54. La prestation d'un appui soutenu et global aux pays qui sortent d'un conflit afin qu'ils puissent appliquer la Convention fait partie des priorités du programme de coopération technique de la Division. Dans le cadre de ce programme, elle aide les États parties qui sortent d'un conflit à tirer profit des possibilités que leur offre le processus de reconstruction de revoir leurs cadres législatif et politique et de mener des réformes pour aligner leurs lois et leurs politiques sur les dispositions de la Convention et sur les obligations qui y sont associées. Pour exécuter ce programme, la Division a bénéficié de l'appui et des conseils des missions des Nations Unies et des équipes de pays des Nations Unies présentes dans les États parties concernés. Ce programme a été financé par les Gouvernements irlandais, norvégien et néo-zélandais.

55. À l'invitation de leurs Gouvernements respectifs, la Division a organisé des missions de consultation sur la Convention en Afghanistan, du 26 au 30 août 2006, et à Haïti, du 16 au 20 avril 2007. Ces consultations avaient pour objet de faire mieux connaître et de rendre plus visible la Convention dans les hautes sphères politiques et ont été l'occasion d'évaluer l'état actuel de l'application de la Convention au niveau national. Elles ont abouti à la formulation de recommandations portant sur des mesures à prendre en priorité par le Gouvernement et les organisations non gouvernementales. Ces consultations seront suivies d'activités de formation et autres activités de constitution de capacités.

56. En Afghanistan, cinq experts ont rencontré des représentants de ministères et d'institutions de premier plan, ainsi que des responsables parlementaires, notamment le Comité parlementaire sur les femmes et les droits humains, la Commission indépendante des droits de l'homme en Afghanistan, ainsi que des représentants d'organismes des Nations Unies et d'organisations non gouvernementales. À Haïti, trois experts ont tenu des consultations avec de hauts fonctionnaires de divers ministères, des membres du Parlement, des représentants d'organisations non gouvernementales et avec les équipes de pays des Nations Unies; des activités de suivi sont en cours pour aider l'État partie à établir un rapport unique valant rapport initial et deuxième à sixième rapports périodiques, au

titre de l'article 18 de la Convention, dont le Comité a demandé le dépôt en mars 2008 au plus tard.

57. À l'invitation du Gouvernement, la Division a organisé une mission de consultation au Libéria du 12 au 15 juin 2006, pendant laquelle quatre experts de la Convention ont rencontré des hauts fonctionnaires de huit ministères, des membres du Parlement, de la Commission vérité et réconciliation, d'organisations non gouvernementales et de l'équipe de pays des Nations Unies. Ces experts ont également rencontré la Présidente Ellen Johnson-Sirleaf, qui a apporté son plein appui aux efforts menés pour améliorer l'application de la Convention au Libéria. La Division a ensuite organisé un atelier de formation à l'intention de fonctionnaires du Ministère de l'égalité des sexes et du développement, consacré à la Convention, portant notamment sur l'établissement de rapports, afin de renforcer la capacité des fonctionnaires du Ministère de mener à bien leur fonction de catalyseur de l'égalité des sexes. Cet atelier a eu lieu du 19 au 21 mars 2007 et a réuni 30 fonctionnaires du Ministère de l'égalité des sexes et du développement. Il a été suivi d'un autre atelier sur la rédaction de rapports, tenu du 18 au 22 juin 2007, à l'intention des fonctionnaires du Ministère de l'égalité des sexes et du développement et de plusieurs ministères d'exécution dont on s'attend qu'ils participent directement à l'établissement du rapport national. Ces deux ateliers ont été facilités par deux experts du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes et par des fonctionnaires de la Division. À la demande de la Ministre de l'égalité des sexes et du développement et à la lumière des discussions menées au cours des deux ateliers, les experts ont établi un cadre pour l'établissement du rapport, ainsi qu'un échéancier. La Division prévoit qu'un autre atelier sera organisé en novembre 2007, qui sera l'occasion d'examiner la première version préliminaire du rapport et de déterminer les problèmes et lacunes qui subsistent. Cette assistance technique est particulièrement opportune du fait que le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes a demandé au Libéria de déposer son rapport unique valant rapport initial et deuxième à sixième rapports périodiques, au titre de l'article 18 de la Convention, au plus tard en mars 2008.

58. Dans le cadre d'un programme qui a débuté en 2004, la Division a continué d'apporter son appui à la Sierra Leone pour faciliter l'application de la Convention dans ce pays et pour l'aider à établir son rapport. Du 20 au 22 juin 2006, elle a organisé un atelier qui a été l'occasion d'examiner la version préliminaire du rapport établi au titre de l'article 18 de la Convention ainsi qu'un atelier national de validation du rapport révisé, le 31 octobre 2006. L'État partie a déposé son rapport unique valant rapport initial et deuxième à cinquième rapports périodiques au titre de l'article 18 de la Convention en décembre 2006. Ce rapport a été examiné par le Comité dans le cadre d'un dialogue constructif le 17 mai 2007.

59. La Division a de nouveau collaboré avec l'Union interparlementaire à des sessions d'information d'une journée organisées à l'intention des parlementaires des pays dont le rapport avait été récemment ou serait bientôt examiné par le Comité. Ces sessions se sont déroulées en octobre 2005 et en octobre 2006. Des experts du Comité ont fait office de spécialistes-conseils et de facilitateurs. À la session de 2006, les participants se sont consacrés plus particulièrement à un débat sur la question de la violence à l'égard des femmes et en particulier sur le rôle des parlementaires dans le cadre de la suite donnée à l'étude approfondie de toutes les formes de violence à l'égard des femmes établie par le Secrétaire général (A/61/122/Add.1 et Corr.1).

60. Un fonctionnaire de la Division a participé en tant que spécialiste-conseil à deux ateliers consacrés au Protocole facultatif à l'intention de juristes, tenus par des organisations non gouvernementales en Bulgarie et en Pologne, respectivement du 30 mars au 5 avril et du 20 au 27 septembre 2006. Un autre fonctionnaire a fait office de spécialiste-conseil quant à l'utilisation du Protocole facultatif lors d'un atelier destiné aux représentants d'organisations non gouvernementales de la région d'Asie du Sud-Est, tenu aux Maldives du 11 au 17 novembre 2006.

61. En avril et en juin 2007, à l'invitation du Gouvernement mexicain, un fonctionnaire de la Division a participé à trois ateliers qui s'inscrivaient dans une série d'ateliers internationaux consacrés aux instruments internationaux portant sur les droits des femmes, les personnes handicapées et la violence à caractère sexiste au Mexique.

VI. Diffusion des dispositions de la Convention et de son Protocole facultatif et d'éléments d'information sur les travaux du Comité

62. La Division de la promotion de la femme continue de consacrer une page de son site Web à la Convention et à son Protocole facultatif, ainsi qu'aux travaux du Comité. On peut y consulter le texte de la Convention et de son Protocole facultatif, les rapports des États parties, les listes de points à traiter et de questions, les réponses des États parties, les déclarations liminaires des États parties et la composition des délégations qui présentent les rapports, les observations finales du Comité, les documents établis à l'intention du Comité, ainsi que d'autres éléments d'information pertinents concernant la Convention, son Protocole facultatif, les méthodes de travail du Comité et les réunions des États parties. Les observations finales du Comité sont également communiquées à l'aide de la liste de diffusion électronique (ListServ) gérée par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme.

63. La Division envoie régulièrement aux coordonnateurs résidents des États parties concernés les observations finales du Comité, en les invitant à aider les États en question à y donner suite.

64. Le 23 juillet 2007, le Comité a célébré le vingt-cinquième anniversaire du début de ses travaux avec un groupe d'invités de haut niveau, parmi lesquels le Président de la soixante et unième session de l'Assemblée générale, la Haut-Commissaire aux droits de l'homme, un vice-président de la Commission de la condition de la femme, la Conseillère spéciale pour la parité des sexes et la promotion de la femme et des représentants d'organisations non gouvernementales. L'un des experts et le Président du Comité se sont exprimés en cette occasion. La Division avait établi plusieurs notes d'information, notamment sur l'histoire du Comité, sur ses membres, ses bureaux et ses présidents. Ces documents peuvent être consultés sur le site Web à l'adresse suivante : <http://www.un.org/womenwatch/daw/cedaw/25anniversary.htm>.

VII. Conclusions et recommandations

65. L'année 2007 marque le vingt-cinquième anniversaire du début des travaux du Comité, qui a tenu sa première session du 18 au 22 octobre 1982 à l'Office des Nations Unies à Vienne. Depuis, le Comité a tenu 39 sessions, examiné 401 rapports déposés par 154 États parties et adopté 25 recommandations générales. Il a enregistré 15 communications au titre du Protocole facultatif. Cinq d'entre elles ont été déclarées irrecevables et cinq ont fait l'objet d'une décision au cas par cas. Le Comité a mené à bien une enquête.

66. L'allongement de la durée des réunions du Comité, approuvé par l'Assemblée générale en décembre 2005, a entraîné une réduction notable du retard accumulé dans l'examen des rapports et permet désormais au Comité de s'acquitter de cette tâche dans des délais plus raisonnables. Il a également permis d'accroître le nombre de décisions prises au titre du Protocole facultatif. Le Comité a recours à des méthodes de travail efficaces pour ses réunions en chambres parallèles, qu'il a améliorées à la lumière de l'expérience acquise. Il a renforcé son interaction avec les parties prenantes dans l'application de la Convention, notamment avec des institutions nationales de défense des droits de l'homme, et contribue activement aux efforts menés en commun par tous les organes créés en vertu d'instruments internationaux pour renforcer le système d'organes conventionnels relatifs aux droits de l'homme. Il encourage systématiquement les États parties à déposer leurs rapports initiaux en souffrance. L'assistance technique fournie par la Division de la promotion de la femme, financée dans une large mesure grâce à des ressources extrabudgétaires, rend les États parties mieux à même d'appliquer la Convention, notamment l'obligation qui leur est faite d'établir des rapports.

67. Depuis 10 ans, ce sont chaque année en moyenne 23 États parties qui déposent un rapport au titre de l'article 18 de la Convention. Bien que le Comité ait été en mesure, ces deux dernières années, de rattraper une grande partie du retard accumulé, il lui reste encore à examiner les rapports de 31 États parties. Le Comité a conclu que pour être en mesure de s'acquitter de manière efficace et dans le respect des délais impartis de toutes les responsabilités qui lui incombent au titre de la Convention et de son Protocole facultatif, il lui serait désormais nécessaire de tenir trois sessions annuelles de trois semaines chacune, précédées dans chaque cas d'une réunion d'une semaine du groupe de travail présession, et ce, à titre permanent. Il a également conclu que, à titre temporaire, il lui faudrait tenir des réunions supplémentaires en chambres parallèles en fonction des besoins dictés par sa charge de travail.

68. L'Assemblée générale souhaitera peut-être accéder à la demande du Comité, qui souhaiterait voir la durée de ses réunions allongée, comme il l'a indiqué dans sa décision 39/I, ce qui lui permettrait d'assumer ses responsabilités au mieux et dans les meilleurs délais.

Annexe I

Ratification de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et présentation de rapports relatifs à son application : stade atteint au 15 août 2007

<i>Année et session</i>	<i>Nombre de pays ayant ratifié la Convention</i>	<i>Nombre de rapports présentés</i>	<i>Nombre de pays dont le rapport a été examiné</i>	<i>Nombre de rapports examinés</i>
1980	10	–	–	–
1981	21	–	–	–
1982 première session	11	7	–	–
1983 deuxième session	8	12	7	7
1984 troisième session	11	5	6	6
1985 quatrième session	20	4	5	5
1986 cinquième session	7	16	8	8
1987 sixième session	3	19	8	8
1988 septième session	1	12	13	13
1989 huitième session	5	11	9	9
1990 neuvième session	4	13	12	12
1991 dixième session	7	17	10	10
1992 onzième session	10	13	9	9
1993 douzième session	11	12	11	12
1994 treizième session	8	12	15	17
1995 quatorzième session	13	7	10	11
1996 quinzième session	3	17	9	9
1997 seizième et dix-septième sessions	7	19	18	23
1998 dix-huitième et dix-neuvième sessions	2	23	16	18
1999 vingtième et vingt et unième sessions	2	24	14	17
2000 vingt-deuxième et vingt-troisième sessions	1	24	15	20
2001 vingt-quatrième et vingt-cinquième sessions	3	11	16	22
2002 vingt-sixième et vingt-septième sessions et sessions extraordinaires	2	29	26	31
2003 vingt-huitième et vingt-neuvième sessions	5	24	16	23
2004 trentième et trente et unième sessions	4	34	16	19
2005 trente-deuxième et trente-troisième sessions	1	23	16	18
2006 trente-quatrième, trente-cinquième et trente-sixième sessions	5	22	31	31
2007 trente-septième, trente-huitième et trente-neuvième sessions ^a	1	14	38	41

^a Au 15 août.

Annexe II

Organismes créés en vertu d'instruments relatifs aux droits de l'homme : stade atteint dans la ratification des instruments et nombre et durée des sessions annuelles des organes de suivi, au 15 août 2007

<i>Instrument relatif aux droits de l'homme</i>	<i>Nombre de ratifications</i>	<i>Organe de suivi du traité</i>	<i>Nombre et dates approximatives des sessions tenues annuellement</i>	<i>Nombre de rapports examinés par an (moyenne)</i>
Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (exercice biennal 2006-2007)	185	Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes	Trois sessions de trois semaines (en janvier, en mai et en juillet-août), chacune précédée d'une réunion d'une semaine d'un groupe de travail présession composé de cinq membres	31 (2006) 38 (2007) (y compris ceux examinés en chambres parallèles)
Protocole facultatif se rapportant à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes	88	Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes	Deux sessions de trois jours (en janvier et en juillet)	
Pacte international relatif aux droits civils et politiques	160	Comité des droits de l'homme	Trois sessions de trois semaines (avril-mai; juillet-août; octobre-novembre)	12
Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques	109	Comité des droits de l'homme	Trois groupes de travail composés d'au moins cinq membres réunis chacun pendant une semaine	
Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels	156	Comité des droits économiques, sociaux et culturels	Deux sessions de trois semaines (avril-mai et novembre-décembre), chacune précédée d'une réunion d'une semaine d'un groupe de travail présession composé de cinq membres	10
Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale	173	Comité pour l'élimination de la discrimination raciale	Deux sessions de trois semaines (février-mars et juillet-août)	16 à 22
Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (déclaration au titre de l'article 14 – procédure des communications)	47	Comité pour l'élimination de la discrimination raciale		
Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants	144	Comité contre la torture	Deux sessions de trois semaines, chacune précédée d'une réunion d'une semaine d'un groupe de travail présession (avril-mai et novembre)	14

<i>Instrument relatif aux droits de l'homme</i>	<i>Nombre de ratifications</i>	<i>Organe de suivi du traité</i>	<i>Nombre et dates approximatives des sessions tenues annuellement</i>	<i>Nombre de rapports examinés par an (moyenne)</i>
Convention relative aux droits de l'enfant et ses deux protocoles facultatifs	193	Comité des droits de l'enfant	Trois sessions de trois semaines (janvier, mai et septembre), chacune précédée d'une réunion d'une semaine d'un groupe de travail présession composé de l'ensemble des membres du Comité	48 (2006) 30 à 42 (2007) (y compris rapports sur l'application des protocoles et rapports examinés en chambres parallèles)
Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille	37	Comité pour la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille	Une session d'une semaine	1